

DIAL 2547

CHILI - La résistance du peuple mapuche

Ana Muga

mardi 16 avril 2002, par [Dial](#)

Depuis quelques années, un nom et un mot d'ordre sont devenus le symbole de la résistance des indigènes mapuches face aux politiques imposées plus ou moins légalement par l'État chilien : Ralco - Non à Ralco ! Ana Muga, journaliste d'El Siglo, organe de presse du désormais très minoritaire Parti communiste chilien, dresse, suite à un voyage sur les lieux du conflit, un tableau de l'évolution et de l'état actuel du problème. Article publié dans [El Siglo](#), 15 mars 2002.

« Je vais lutter jusqu'à la fin, je ne suis pas à la recherche d'un emploi, je ne veux pas d'argent, je veux ma terre. Je ne sais pas travailler pour Endesa [1], je sais travailler dans ma culture. Sur ma terre, je comprends tout. C'est pour cela que je ne veux pas quitter ma terre, et je ne la quitterai pas. »

- Que va t-il se passer maintenant ?

« Que peut-il arriver ? Ils étaient tous « endesés », dit-elle, en montrant son entourage, et maintenant ils sont tous réunis ici, avec moi, alors qu'avant, ils ne me voyaient pas d'un bon œil. »

- Vous pensez qu'il va y avoir une résistance beaucoup plus forte ?

« C'est ce que nous voulons, une résistance beaucoup plus forte. Ne plus laisser travailler Endesa. Qu'ils ne puissent plus passer et qu'ils ne travaillent plus. Moi, je ne vais pas quitter ma terre. Et ce n'est pas Endesa qui me fera partir. Je partirai seulement si mon cha-chao [2], qui m'a fait venir au monde, le demande. J'ai seulement confiance en mon cha-chao. Jusqu'à la fin, je dirai « non au barrage » et « Ralco ne doit pas se faire ». »

Ce sont les paroles de Nicolasa Quintremán, qui, avec une fermeté égale, mais avec la voix un tant soit peu brisée par la fatigue, répète ce « No a Ralco » depuis qu'Endesa est arrivée sur ses terres avec l'intention de construire une centrale hydro-électrique. Décision irrévocable - la sienne, celle de sa sœur Berta, et de cinq autres Pehuenche [3] qui ont refusé de permuter leurs terres - et qui ont demandé le soutien d'autres organisations mapuches, qui sont venues se mettre à la disposition des Pehuenche dans cette lutte qui redouble avec l'acheminement des générateurs, pièce centrale du barrage, et marque la dernière étape de sa construction. Si la décision de la Cour suprême autorise Endesa à construire le mur du barrage, elle a aussi établi que, si les dernières familles ne "permutent" pas leurs terres, elle ne pourra pas les inonder. L'entreprise peut donc construire un grand mur, mais avec un bas niveau des eaux. C'est ce qui préoccupe Endesa aujourd'hui, et l'a poussée à faire appel. Mais sachant que le chemin légal est très long, l'entreprise songerait à augmenter les sommes offertes aux familles, s'agissant cette fois non plus de millions de pesos [4], mais de millions de dollars. Question qui, pour des femmes comme Berta et Nicolasa Quintremán, n'a pas grande importance. De fait, la construction de la centrale est déjà en soi illégale, puisqu'elle est réalisée dans une zone déclarée de « protection ethnique », ce qui suppose que le projet, pour pouvoir commencer, devait obtenir l'accord de la totalité des habitants et de la Corporation nationale de développement indigène (CONADI). Le gouvernement, par l'intermédiaire de cette dernière, a déjà enfreint la loi en autorisant les permutations - qui contenaient déjà des irrégularités -, en dépit du

fait que tous les habitants n'étaient pas d'accord. La résolution de la Cour, si elle n'est pas en tous points favorable, redonne de l'espoir aux familles et ralentit la construction du barrage. La centrale devait à l'origine entrer en fonctionnement en 2005, mais Endesa avait avancé l'échéance, la fixant pour 2002 ; il est probable maintenant que cette échéance ne pourra pas être respectée.

Politique gouvernementale

Dans le conflit de Ralco, apparaît dans toute sa réalité la politique gouvernementale - de tous les gouvernements de la Concertation [5] - face au conflit mapuche : une apparence de dialogue avec mise à disposition d'un certain nombre de moyens, mais en ayant plus tendance à diviser qu'à trouver des solutions ; et lorsque cette première politique échoue, la main se fait plus dure, déclenchant une répression féroce. Et c'est à cette étape que se trouve aujourd'hui le conflit : la division a été semée autant que possible, les dégâts réalisés par Endesa et l'État au sein de ces communautés sont évidents, mais ils n'ont pu abattre la décision résolue d'un groupe de Pehuenche, en majorité des femmes, qui a résisté à une forte répression, imposant en permanence surveillance et harcèlement. El Siglo a voulu monter à Ralco, pour voir de près ce problème (...)

La répression

Les journalistes présents eurent droit à une visite des maisons qui subirent des dégâts lors de la répression du mardi 5 mars car les versions diffusées par la presse et la télévision sont en effet à l'opposé de ce que racontent les gens concernés - ce qui explique sans doute la méfiance vis-à-vis de la presse. Vitres brisées, portes arrachées, une camionnette mise hors d'usage, sont les signes des violations de domicile féroces dont souffrirent les Pehuenche. Des 55 détenus, ont-ils signalé, moins de 10 ont été détenus durant l'occupation du chemin (pour empêcher le passage du générateur), les autres furent arrachés par la force à leurs maisons ou aux campements de travailleurs - « qui n'ont rien à voir ». Le lonco - dirigeant - Antolín Curriao nous fit un récit semblable : « Ce qui s'est passé, c'est que les carabiniers sont venus dans les maisons. Regardez comment ils m'ont arraché la porte. Ils ont pris les gens dans leurs maisons et, sans blague, ils nous ont traité comme des chiens. Nous nous opposons à cela, parce que les carabiniers ont franchement abusé, parce que nous étions pleinement dans notre droit. Ici, ils ont pris la mère, et traînèrent une grand-mère qui a plus de 90 ans - raconte le lonco en montrant leur maison qui sent encore le gaz lacrymogène. Dans la partie Malla, où nous étions, ils ont laissé deux enfants seuls : ils ont arrêté le père, la mère et le grand-père, qui vient de revenir, blessé au bras par les balles de caoutchouc.

Je trouve que c'est trop injuste », dit-il en terminant. Suite à cette détention, le gouvernement a essayé de lier à nouveau les mobilisations pehuenches à une soi-disant « infiltration » externe, à niveau international, avec l'expulsion du journaliste Marc Serra, deuxième étranger expulsé par l'État chilien dans ce conflit. Il a aussi utilisé comme argument que plus de la moitié des détenus n'était pas pehuenche, se fondant sur les noms de famille, ce qui n'a pas grand sens si l'on considère que la détention était faite sans discrimination car elle a même touché des travailleurs d'entreprises de sous-traitance d'Endesa. De plus, tous les Pehuenche n'ont pas un nom de famille indigène pour des raisons de métissage ou historiques. En tout cas, l'intention évidente du gouvernement est de minimiser les enjeux du conflit, montrant qu'il n'existe pas de motifs réels à l'opposition déterminante des Mapuche-Pehuenche à la centrale Ralco, et que les opposants viennent de l'étranger.

L'élasticité de la légalité

Le processus d'approbation de la centrale hydraulique Ralco se réduit à un séminaire sur le respect dû à l'État de droit - concept que reprennent quotidiennement les membres du gouvernement, y compris le président Ricardo Lagos. Pour l'approbation du projet, la directrice de la Corporation nationale de l'environnement (CONAMA) en 1996, Vivianne Blanchot, a cédé à la pression du Segpres [secrétariat général de la présidence] et a permis à Endesa de présenter un addendum au vu des erreurs de son étude d'impact sur l'environnement, alors qu'elle réclamait de plus grandes exigences environnementales pour le projet.

Le directeur de la CONADI, Mauricio Huenchulaf, fut congédié pour son opposition à la construction de Ralco. Par suite, les conseillers qui représentaient le gouvernement au sein de la CONADI, Cristián Vives et Milene Valenzuela, furent eux aussi destitués pour leur opposition à la centrale. Pour remplacer Huenchulaf, Domingo Namuncura fut désigné comme nouveau directeur de la CONADI. Il devait étudier et approuver les demandes de permutation. Pour ce faire, il chargea de l'étude une équipe juridique externe, avec à sa tête un ex-ministre de Aylwin [6], l'avocat René Abeliuk. Le rapport, jamais diffusé, établissait, par des documents audiovisuels, que 64 des contrats passés en revue auraient été obtenus par des manipulations et des tromperies, ce qui signifiait que les demandes de permutations présentées à la CONADI n'étaient pas conformes au droit et qu'elles devaient être refusées au vu de leur illégalité. Le même Domingo Namuncura signala dans une entrevue au Mercurio [7] que dans les vidéos réalisées « on sent le degré de résignation des Pehuenche, chez qui domine l'idée que l'entreprise leur a déclaré, en leur montrant l'autorisation de la CONAMA pour construire le barrage, que le projet avait déjà été approuvé par le gouvernement.

Ils ne leur ont pas dit que leur volonté comptait et que la CONADI devait aussi l'approuver ». Par la suite, Namuncura fut lui aussi destitué. En septembre 1998, il fut remplacé par le socialiste Rodrigo González, qui en février 1999 avait déjà approuvé la majorité des permutations, celles-là mêmes que le rapport d'Abeliuk avait qualifiées d'illégales. En mars 2000, Frei, dans le dernier souffle de son gouvernement, fit pression sur le Contrôleur général de la République [8], Arturo Aylwin, pour qu'il approuve le décret de concession électrique dans le cas Ralco, négligeant la Loi indigène. Et ce n'est qu'une partie des faits. On ne parle pas de l'argent public utilisé pour assurer la sécurité des installations d'Endesa dans le haut Bío-Bío, ni du déploiement récent d'effectifs policiers pour protéger le convoi qui transporte le générateur. (...)

Libérer Ralco de Ralco

La répression dans le haut Bío- Bío, et la réaction postérieure du sous-secrétaire à l'intérieur déclarant que les indigènes mobilisés dans la lutte sont un groupe de lâches, a créé une forte réaction dans le peuple mapuche. Des manifestations de protestations eurent immédiatement lieu et de nouvelles mobilisations sont en préparation. « Les derniers événements violents qui se sont produits contre nos communautés à Ralco, la politique des organes de presse, manœuvrés par des groupes d'entrepreneurs, cherchant ouvertement à discréditer notre mouvement mapuche, l'application injuste de la loi antiterroriste, les dires de membres du gouvernement traitant notre peuple de lâche, ne peuvent continuer à être admis impunément. » C'est un extrait du communiqué que firent les organisations mapuches de Santiago lors d'une manifestation convoquée le 12 mars dernier. Un demi-millier de personnes marchèrent depuis le siège de la CUT [9] jusqu'au Cerro Huelén, en soutien à la lutte qui a lieu dans le haut Bío-Bío. Une fois arrivés sur les pentes du cerro, entourés d'une surveillance policière asphyxiante, les dirigeants de l'organisation mapuche Weli Witxran Mapu de Santiago prirent la parole et une représentante des Mapuche de Ralco fit le récit de la répression brutale dont ils furent victimes. La mobilisation vint s'ajouter à toute une série d'actions de protestation qui se développent à différents endroits du pays. Toujours dans la capitale, une autre action de dénonciation interrompit la tranquillité officielle de la cérémonie de commémoration de la Journée internationale de la femme réalisée Place de la Constitution le 9 mars dernier. Alors que la ministre Delpiano prononçait son discours, une femme mapuche fit irruption criant tout en se débattant contre les forces de sécurité : « le gouvernement massacre la femme pehuenche durant la Journée de la femme ». Ricardo Lagos, visiblement mécontent chercha à reprendre le contrôle de la cérémonie officielle, mais les Mapuche répondirent fermement à la violence de l'État.

Dans la IXème Région aussi [le Chili est composé de 12 régions, numérotées du Nord au Sud, auxquelles vient s'ajouter la Région métropolitaine, autour de Santiago la capitale], il y eut des mobilisations. Diverses organisations indigènes, parmi lesquelles Ad Mapu et le Consejo de todas las tierras [10], firent irruption dans l'Intendance [11] pour exiger des explications au sujet de la répression à Ralco et des paroles du « subtil » sous-secrétaire d'État à l'intérieur. Sans recevoir de réponse et en une réaction inusitée, ils furent violemment délogés par la police. À Temuco aussi, des femmes mapuches essayèrent de s'emparer de la cathédrale alors que se célébrait le 8 mars. À Ralco, pendant ce temps, 1es délégations de

différents groupes mapuches venus principalement de Temuco, affirmèrent leur solidarité avec les Pehuenche qui résistent à la construction du barrage, et d'autres groupes venant apporter leur soutien sont attendus. La décision était prise : s'opposer par tous les moyens possibles au passage du second générateur dont a besoin le mégaprojet. Mais ces mobilisations, qui ont commencé presque comme des réactions spontanées d'indignation face à la position du gouvernement à Ralco, s'organisent peu à peu. Le secrétaire général de Ad Mapu, Domingo Marileo, en association avec d'autres dirigeants mapuches, a annoncé la mise en marche d'un plan de mobilisations à partir du 15 mars, qui touchera l'ensemble du pays. Ce plan cherche à empêcher la construction de la centrale hydro-électrique, en associant dans la lutte non seulement le peuple mapuche, mais aussi « tous les secteurs progressistes et démocratiques du pays parce qu'ici, on menace de détruire une réserve écologique et culturelle nationale au profit des grands capitaux transnationaux, qui sont les seuls à profiter du projet », ont-ils déclaré.

Une lettre des évêques du sud du pays sur la reconnaissance des droits du peuple mapuche

1. Nous les évêques du sud, nous estimons que les conflits actuels menés par les peuples mapuche, pehuenche et huiliche qui inquiètent la communauté nationale, trouveront difficilement une solution adéquate si notre pays n'assume pas les antécédents historiques qui sont à l'origine de cette situation. En effet, la reconnaissance des dommages produits par l'occupation du territoire ancestral du peuple mapuche, par les politiques de division et d'encouragement à l'aliénation de leurs terres ainsi que d'assimilation culturelle, menées par l'État, constitue le point de départ de tout dialogue possible. Si le peuple mapuche se trouve actuellement réduit à des conditions de pauvreté et de marginalité, cela est dû particulièrement à la perte de la plus grande partie de son territoire et au dénigrement de sa culture.

(...)

4. L'engagement commun pour la construction de la justice sociale dans notre patrie doit prendre en compte le respect des droits des peuples originaires. Ceci implique la volonté politique de parvenir à la reconnaissance constitutionnelle du pluralisme ethnique de la patrie commune. Cette volonté se trouve handicapée du fait des préjugés, de la méconnaissance ou de la criminalisation des revendications légitimes concernant la reconnaissance des droits du peuple mapuche.

5. Nous reconnaissons et apprécions le rôle des entreprises dans le développement de cette région du pays. Cependant, leurs initiatives doivent prendre en compte les particularités ethniques et culturelles de cette région. Nous appelons les chefs d'entreprise à adopter une attitude ouverte au dialogue avec les communautés mapuches. Leur contribution à la solution des conflits nécessite qu'elles aillent beaucoup plus loin que la seule incorporation de Mapuche dans leurs plans d'embauche ou l'accomplissement de gestes de bon voisinage. Elle doit s'exprimer concrètement dans une solidarité organisée qui offre des opportunités réelles conduisant à un authentique dépassement de leur situation actuelle .

6. Nous appelons les organisations mapuches et leurs leaders à progresser dans la transformation des conditions pour un vrai dialogue, sans s'isoler et en excluant la violence qui dégrade et détruit, exacerbe les positions extrêmes et empêche une juste compréhension des revendications ; il s'agit de travailler ensemble avec d'autres secteurs du pays également disposés à construire un pays fraternel et solidaire. Le fait de partager un territoire et une histoire représente pour nous le défi de construire une patrie commune.

7. Conscients de la responsabilité historique de tout Chilien dans la situation actuelle du peuple mapuche, nous les exhortons tous à participer à un dialogue constructif. (...)

Temuco, 5 septembre 2001

- **Dial - Diffusion d'information sur l'Amérique latine - D 2547.**

- Traduction Dial.

- Source (espagnol) : dans [El Siglo](#), 15 mars 2002.

En cas de reproduction, mentionner au moins l'auteur, la source française (Dial - <http://enligne.dial-infos.org>) et l'adresse internet de l'article.

Notes

[1] L'entreprise responsable du projet de construction d'une série de centrales hydro-électriques sur le río Bío-Bío.

[2] Le dieu père.

[3] Les Pehuenche sont un des peuples du pays, comme les Mapuche et les Huiliche.

[4] Un dollar vaut environ 660 pesos chiliens.

[5] Actuellement au pouvoir.

[6] Premier président de la République chilienne, après la fin du régime militaire (1989-1994).

[7] Principal journal chilien par ses ventes et son influence.

[8] Organisme chargé de contrôler les autres institutions et de veiller à la conformité de leurs décisions à l'ordre juridique.

[9] Centrale unitaire des travailleurs.

[10] Le Conseil de toutes les terres.

[11] Administration régionale.